

Zitierhinweis

Malheiros, Jorge Macaísta: Rezension über: Claudia Hartmann-Hirsch / Fofo Senyo Amétépé, Libre circulation. Ouverture ou restriction? L'exemple d'une migration récente du Portugal vers le Luxembourg, Paris: L'Harmattan, 2021, in: Hémecht. Zeitschrift für Luxemburger Geschichte, 2024, 1, S. 120-123, <https://recensio-stag.lorax.syslab.com/r/ff616870868e49fab38d7332a1c6a5d1>

Hémecht

Revue d'Histoire luxembourgeoise
Zeitschrift für Luxemburger Geschichte

copyright

Dieser Beitrag kann vom Nutzer zu eigenen nicht-kommerziellen Zwecken heruntergeladen und/oder ausgedruckt werden. Darüber hinausgehende Nutzungen sind ohne weitere Genehmigung der Rechteinhaber nur im Rahmen der gesetzlichen Schrankenbestimmungen (§§ 44a-63a UrhG) zulässig.

Bemühungen nördlicher EU-Länder einhergingen. Die Zuwanderung sollte klarer auf die Menschen beschränkt werden, die Arbeit aufnehmen. Die Behandlung ärmerer EU-Bürger näherte sich ein Stück an die ärmeren Drittstaatler an, im Unterschied zu den privilegierten Führungskräften am oberen Ende der Pyramide, ganz gleich woher sie kamen. Mit Recht ironisieren die Autor:innen einen deutschen Soziologen, der gleichzeitig „etwas gutgläubig“ von weitgehend institutionalisierter Freizügigkeit ohne Spannungen sprach (158). Die Spannungen in der EU waren da und wurden bearbeitet, die Nationalstaaten blieben „gate keeper“. Die Instrumente waren in Luxemburg „subtil“, während in Deutschland und Großbritannien große Diskussionen geführt und Gesetzesveränderungen auf den Weg gebracht wurden und der Brexit passierte. Genauere Bestimmungen wurden in Luxemburg nicht veröffentlicht, Parameter konnten ohne gesetzliche Grundlage verändert werden. Aufforderungen zur Aufenthaltsbeendigung wurden verschickt und im Einzelfall auch wieder zurückgenommen. „De facto“ variierte die Rechtslage stärker als man „de jure“ hätte vermuten können, auch wenn in der EU überall die gleichen Regeln galten.

Die Untersuchung erbringt detailliert aufgewiesene Erkenntnisse über die starke Regelungsfähigkeit des luxemburgischen Staates gegenüber Einwanderern und den pragmatischen Stil der luxemburgischen Politik und Verwaltung. Sie ist eine wichtige Ergänzung zu den Beschreibungen konfliktgeladener Auseinandersetzungen in anderen Staaten, die manchmal den Eindruck vermitteln, Migration sei ein Politikfeld, in dem niemand gewinnen könne. Zugleich zeigt das Buch, wie Luxemburg sich im europäischen Kontext wieder ein Stück nach oben bewegte, denn weder die luxemburgische Politik noch die Autor:innen mussten sich mit der südosteuropäischen Einwanderung befassen, die anderswo Thema war. Wenn aus luxemburgischer Perspektive die Nord-Süd-Diskrepanz ein Stück größer wurde, sah es aus der Perspektive der Südeuropäer komplexer aus. Während Zehntausende Portugiesen nach Luxemburg kamen, gingen Millionen Rumänen und Bulgaren nach Südeuropa und für sie entstand dort der neue Begriff „Neocom(m)unitari“, neue Mitglieder der EU. Luxemburg dagegen ging durch eine weitere Stufe seines Weges als Wachstumsland, mit ständig zunehmender Bevölkerung und Wirtschaftskraft und einer Ausdifferenzierung der ökonomischen Funktionen an Staatsbürger, Grenzgänger und die unterschiedlichen Einwanderergruppen.

Dietrich Thränhardt (Münster)

Claudia HARTMANN-HIRSCH et Senyo Fofó AMÉTÉPÉ, *Libre circulation : ouverture ou restriction ? L'exemple d'une migration récente du Portugal vers le Luxembourg*, Paris : L'Harmattan, 2021 ; 241 p. ; ISBN 978-2-343-13784-1 ; 26 €.

Le livre aborde les migrations internationales intra-Union européenne (UE), un sujet très pertinent qui a connu un regain d'intérêt à partir de la période de la crise économique et financière de 2007-2008, lorsque ces flux ont enregistré une intensification, notamment entre les États membres (EM) du Sud et du Nord. Constituant un apport pertinent et original à un ensemble de réflexions actuelles sur la

migration intra-UE¹, ce travail explore la vague migratoire récente de Portugais vers le Luxembourg, pendant la crise économique et financière, particulièrement intense au Portugal entre 2010 et 2013/14. En se concentrant sur l'EM avec la plus grande proportion d'étrangers sur le marché du travail (82%) et adoptant une perspective de débat critique plutôt que descriptive, soutenue par une stratégie multi-niveaux combinant une approche articulée entre l'emploi et la sécurité sociale, cette œuvre non seulement ajoute des éléments de soutien (et contre-factuels, dans certains cas) à d'autres analyses, mais introduit également de nouveaux aspects, mettant en évidence deux contributions analytiques connectées.

Tout d'abord, en mettant en évidence la hiérarchie Nord-Sud existant au sein de l'UE en termes économiques et sociaux, aggravée pendant la crise par l'imposition de mesures d'austérité draconienne, les auteurs mettent en lumière un système de transfert de main-d'œuvre bénéficiant des inégalités existantes qui se reproduit dans les pays de destination: « Une même hiérarchie parmi différentes catégories de nationalité existe aussi à l'intérieur d'un EM, en l'occurrence du Luxembourg; ainsi les Portugais, qui se positionnent en-dessous des nationaux ont un risque de pauvreté bien plus élevé... » (p. 210). Il aurait été intéressant d'approfondir cette réflexion en la combinant plus étroitement avec les théories des relations de développement inégal et de dépendance du type centre-périphérie appliquées aux pays de l'UE, surtout lorsqu'elles sont croisées avec les motivations et les caractéristiques du phénomène migratoire².

Ensuite, la double analyse combinée (thématique : emploi et sécurité sociale, scalaire : institutions de l'UE et EM) conduit à la déconstruction d'une perspective simplificatrice et uniquement positive de la libre circulation des personnes, mettant en évidence une hiérarchie dans les opportunités de circulation, plus faciles pour les plus qualifiés et plus limitées pour les moins qualifiés, ce qui s'est aggravé à partir de la crise économique et financière. En effet, l'analyse approfondie effectuée par les auteurs de la jurisprudence européenne en matière de circulation des personnes et de leurs droits, y compris diverses décisions de la Cour de Justice de l'UE, pointe vers un renforcement des logiques de contrôle et de restriction, principalement appliquées à ceux qui sont désignés comme « travailleurs faibles », implicitement justifiées par la nécessité de protéger davantage les finances publiques de chaque État que les droits des travailleurs.

-
- 1 Voir p. ex.: *South-North Migration of EU Citizens in Times of Crisis*, éd. p. Jean-Michel LAFLEUR et Mikolaj STANEK, Springer 2017; *New and Old Routes of Portuguese Emigration – Uncertain Futures at the Periphery of Europe*, éd. p. Cláudia PEREIRA et Joana AZEVEDO, Springer 2019; *Regresso ao Futuro – a nova emigração e a sociedade portuguesa*, éd. p. João Peixoto e.a., Gradiva 2016; Antia PEREZ-CARAMÈS et Belén FERNANDEZ-SUAREZ, La nouvelle émigration espagnole en Europe. Une génération révoltée contre la précarité, in : *Les Migrations Subsahariennes: Un Aperçu de l'Afrique de L'Ouest et de la Galice*, éd. p. Ibrahim MALAM MAMANE SANI e.a., Santiago de Compostela 2021, p. 35-44.
 - 2 Voir p. ex., KING, Russell, New Migration Dynamics on the South-Western Periphery of Europe: Theoretical Reflections on the Portuguese Case, in: PEREIRA/AZEVEDO, *New and Old Routes of Portuguese* (note 1), p. 267-281.

L'approche des problématiques mentionnées repose sur une analyse empirique combinant des méthodes quantitatives avec des méthodes qualitatives (entretiens) et une analyse documentaire portant sur la jurisprudence et la législation européennes, la législation luxembourgeoise et portugaise. Après avoir discuté des concepts essentiels (transnationalisme et inégalités transnationales ; modèle *push-pull* ou capital culturel et économique, dont l'usage comme support analytique est moins aboutie) et montré comment la sécurité sociale est essentielle pour comprendre les dissemblances dans la manière dont les EM traitent les différents citoyens européens, les auteurs présentent leur analyse empirique de l'émigration portugaise vers le Luxembourg, en la comparant avec d'autres groupes d'émigrants et les citoyens nationaux.

L'émigration contemporaine se distingue clairement avec des niveaux de qualification supérieurs à ceux des années 1970/80 (bien que les hautement qualifiés ne soient pas prédominants), des âges moyens plus élevés et des traits de diversification à plusieurs niveaux: origines géographiques au Portugal, structures familiales ou professions. Il s'agit d'une émigration pour des raisons de travail, arrivant principalement sans contrat de travail (près des 2/3), mais qui semble trouver des emplois sans grande difficulté, révélant une stabilité professionnelle qui s'accroît au fil du temps de résidence, surtout dans les segments moins qualifiés. Cela nous amène à une des difficultés rencontrées par les arrivants les plus récents et les plus qualifiés : surqualification pour les emplois occupés (surtout des femmes portugaises), risque accru de chômage, difficultés linguistiques (l'anglais comme deuxième langue, mais pas les langues du Luxembourg), contrats plus courts et fragiles. Les auteurs de l'étude constatent l'émergence de débats (beaucoup plus institutionnels que dans l'opinion publique) concernant « l'excès d'émigrants » et l'utilisation abusive des prestations sociales (plus généreuses au Luxembourg et supposément capables de fonctionner comme un motif d'attraction) et des formes de contrôle plus importantes sur la situation résidentielle et professionnelle des émigrants récents (bien qu'il n'y ait pas eu d'expulsions).

En replaçant le cas de l'émigration portugaise vers le Luxembourg dans son contexte et en faisant référence à d'autres EM, les auteurs concluent à une croissance des limites à la libre circulation des Européens moins qualifiés, dont les conditions, selon eux, vont se rapprocher de celles vécues par les immigrés de pays-tiers. Cela se produit dans un contexte d'une *européanisation* plus limitée des politiques migratoires concernant la circulation des communautaires qui, apparemment, se *renationalisent* et sont marquées par un plus grand protectionnisme national.

En conclusion, nous pouvons dire qu'il s'agit d'un travail méritoire et actuel qui, à partir de solides preuves empiriques, offre une réflexion approfondie sur les risques auxquels est confronté l'un des « acquis communautaires » les plus significatifs et symboliques : la libre circulation des personnes. De plus, il montre comment la persistance de situations d'inégalité économique et sociale entre les pays mine le projet européen, en prolongeant certaines relations de dépendance du type centre-(semi)périphérie, soutenues, par exemple, par des flux migratoires capables d'alimenter un *brain-drain*. Mieux explorer, dans le cadre d'une Europe plus sociale,

les effets de la globalisation présentés à la fin du livre sur le phénomène migratoire et la nécessité de concevoir (et d'appliquer) des politiques communes tenant davantage compte des droits des migrants face au contexte actuel est l'une des perspectives pour l'avenir. Enfin, il est également nécessaire de mieux comprendre la signification des pratiques transnationales des migrants intra-européens (mentionnés mais peu explorés dans le livre) et leurs contributions au développement des États d'origine.

Jorge Malheiros (Lisbonne)

Sabrina SATTLER, Curriculum und Mehrsprachigkeit. Planung und Gestaltung sprachlicher Identität in Luxemburg, Bielefeld: transcript Verlag, 2022; 299 S.; ISBN: 9783839460016; 44,99 €.

In einer globalisierten Welt ist Mehrsprachigkeit ein wichtiger Schlüssel zu Erfolg und Teilhabe, darin sind sich Bildungspolitiker*innen, - praktiker*innen und – wissenschaftler*innen grundsätzlich einig. Anspruch und Wirklichkeit gehen jedoch weit auseinander. Dies hat – das zeigt die Studie von Sabrina Sattler – auch historisch gewachsene Gründe. In der Monographie, die aus ihrer Doktorarbeit entstanden ist, untersucht die Autorin, wie die Luxemburger Sprachidentität, das Neben- und Miteinander der drei Luxemburger Amtssprachen, durch die Entwicklung des Bildungswesens geprägt bzw. an dieses delegiert wurde (S. 18).

Sie bedient sich dabei der angelsächsischen Curriculumstheorie ebenso wie des Konzepts des Denkstils von Ludwig Fleck. Denken ist demnach als kollektive soziale Konstruktion zu verstehen, durch welche Ziel- und Wertvorstellungen, Ideen und Argumentationsmuster in einer Gesellschaft verfestigt werden. Curriculum ist aufgrund der darin wirkenden Denkstile nicht nur intendierte, sondern auch unintendierte Steuerung schulischer Realitäten. Als „Scharnierstück“ (S. 19) zwischen der Organisation des Unterrichts und sozialen Prozessen spiegeln sich darin Vorannahmen, gesellschaftliche Erwartungen und Wertvorstellungen (S. 28).

Dieser weite Curriculumbegriff ist als Kontrast zu einem engen Konzept der (Fremdsprachen)didaktik zu sehen. Die Analyse liest sich in diesem Punkt wohlthuend und erfrischend, ist dies doch ein guter Ausgangspunkt, um pädagogische Entwicklungen in einen breiteren sozialen Kontext einzuordnen. Tatsächlich hat die Arbeit den Anspruch, Curriculum auch als eine Pädagogisierung sozialer Problemlagen zu verstehen.

Ihre Arbeit gliedert Sattler in zwei Teile: einen historischen Abriss seit 1843, der schlaglichtartig die drei großen Luxemburger Primärschulgesetze beleuchtet, und einen Fokus auf die Grundschulreform von 2009. Man kann erahnen, dass Historiographie für sie vornehmlich ein Mittel ist, um Gegenwart zu verstehen. Die historische Darstellung, an der wenig zu beanstanden ist, die aber wenig neue Erkenntnisse bietet, ist geprägt von den Luxemburger Forschungsdebatten der vergangenen 20 Jahre, welche von der Autorin solide rezipiert wurden.